

Magnette et les dix chantiers wallons

- Paul Magnette présente les dossiers importants du gouvernement wallon (PS-CDH) d'ici la fin juillet.
- Il considère que le tax shift empêche un retour à l'équilibre pour 2018.
- Le ministre-Président wallon ne ferme pas la porte au PTB.

“Avec le tax shift, le retour à l'équilibre est impossible en 2018”

Entretien **Stéphane Tassin**

C'est chez lui à Charleroi, que le ministre-président wallon, Paul Magnette (PS), nous reçoit pour traiter des prochains dossiers qui occuperont son gouvernement (PS-CDH) dans les deux mois qui viennent.

Vous annoncez dix dossiers wallons qui seront fina-

lisés avant la fin du mois de juillet ?

Oui (NdlR: voir ci-contre), ils seront réalisés dans un esprit fidèle à notre méthode rationnelle et paisible. Tous ces dossiers seront ensuite renvoyés au Parlement.

Le CoDT (Code de développement territorial), par contre, c'est un l'arlésienne ?

Il y a un président de commission très rigoureux qui prend une heure pour chaque article donc cela prend du temps. Beaucoup de députés qui y siègent sont des gens passionnés par le sujet. On pourra dire que ce texte aura été fortement débattu au Parlement.

L'ajustement budgétaire est passé comme une lettre à la poste, vous êtes confiant pour la finalisation du prochain budget ?

Pour l'ajustement, les paramètres n'avaient pas trop bougé donc c'était plutôt simple. Par contre, le prochain budget sera très dur. Aujourd'hui, nous avons maintenu l'objectif de trouver 385 millions d'euros, donc nous sommes dans les clous. Nous avons encaissé des mesures du fédéral, principalement 50 millions liés à l'indexation. Contrairement à ce que l'on pense, cela nous coûte plus que ça nous rapporte. On l'a déjà encaissé mais le reste du tax shift c'est 250 millions d'euros. Si vous faites l'addition on est à peu près à 630 millions. Ce sera le moment du débat budgétaire le plus difficile. On pourra être à l'équilibre si l'impact du tax shift est mis de côté. Trouver les 250 millions du tax shift en 2018 ça nous amènerait à une politique d'austérité et nous ne le voulons pas.

Donc le retour à l'équilibre n'aura pas lieu en 2018 ?

En absorbant le tax shift non mais j'entends que le Fédéral veut maintenant rouvrir la concertation, je saisis la balle au bond et je propose de renégocier le tax shift qui n'est toujours pas voté pour une large partie, les textes sont approximatifs et les citoyens ne sont pas contents. Ils ne voient pas de différence dans leur pouvoir d'achat. Les patrons non plus ne sont pas contents car ça ne les aide pas à d'avantage embaucher. Austérité, non-dialogue social et non-dialogue avec les régions, il ne faut pas s'étonner que le pays soit dans cet état-là. Il n'y a jamais de mal à reconnaître que l'on s'est trompé. Donc il serait bien de discuter de tout cela avec le Fédéral. La paralysie de

la concertation est un vrai problème dans ce pays.

Certains avancent que le vrai problème en Belgique est lié à la complexité institutionnelle ?

Ça c'est l'excuse commode. Il y a d'autres pays comme la Suisse ou l'Allemagne qui sont aussi compliqués que nous et pourtant ils fonctionnent. Le premier problème c'est le sous-investissement. C'est pour cela qu'en Wallonie on prélève la taxe kilométrique. Pour investir plus dans les routes. Nous investissons aussi dans la sécurité des aéroports, par exemple. C'est bon pour l'emploi. Un pays attractif est un pays qui a de bonnes infrastructures. Il faut donner envie aux gens de s'y installer. Actuellement, l'image que l'on donne à l'étranger est désastreuse.

A ce sujet, le Premier ministre, Charles Michel, veut lancer une campagne internationale pour redresser l'image du pays.

Je suis tombé de ma chaise en entendant qu'on avait trouvé 4 millions pour faire une campagne internationale. Quand vous voyez sur CNN, les images des prisons en feu avec un mort, vous pouvez dépenser 4 millions ce n'est pas ça qui va régler le problème du "Belgium bashing". On envoie un signal aux gardiens en leur disant qu'on n'a pas d'argent pour eux mais que l'on en a pour faire de la communication, c'est quand même un drôle de signal.

“Le fédéral dit aux gardiens de prison qu'il n'a pas d'argent pour eux mais qu'il en a pour faire de la communication.”
“Contrairement à ce que l'on pense, le saut d'index nous coûte plus que ce qu'il nous rapporte.”

Dans les deux mois

Les dix prochains dossiers wallons

► **Jean-Claude Marcourt**

(1) La réforme des petites aides aux entreprises. (2) Le redéploiement de la représentation externe (attachés Awex, délégués WBI et création de postes mobiles de représentation liés à des secteurs précis comme le climat, la science, etc.).

► **Maxime Prévot** (3) Les zones d'activités

économiques, présenté en fin de semaine dernière.

(4) L'assurance autonomie (le montant de la cotisation qui sera demandée aux Wallons et la mise en place du système).

► **Eliane Tillieux** (5) Le pacte pour l'emploi en complément de la réforme des aides à l'emploi.

► **Christophe Lacroix**

(6) Le contrat d'administration, qui prévoit notamment des investissements importants en matériel informatique.

► **Paul Furlan** (7) Le fonds de garantie et la grille des loyers pour le privé. (8) La réforme du logement public (critères d'octroi). (9) La politique de la ville et les quartiers nouveaux (en lien avec Di Antonio). Les dix quartiers nouveaux seront présentés avant les vacances (un jury élague et le gouvernement choisira les dix avec une vision d'équilibre territorial).

► **Carlo Di Antonio**

(10) Décret sols.

“Le PTB exprime autrement les mêmes idées que nous”

On vous reproche d’être absent du débat en Wallonie. Au Parlement, notamment.

Je vais au Parlement. Si je n’y suis pas mercredi prochain, c’est parce que je vais au comité de concertation. Il se fait que le MR m’adresse de temps en temps des questions et je considère que je ne dois pas répondre à la place de mes collègues. Le MR veut parfois m’amener à créer la bisbrouille avec le CDH. Je fais un peu de politique aussi, j’ai donc bien compris le principe.

Sur les gros dossiers on vous a entendu tard. Prenons le détournement à l’OWD ou le blocage des routes par les transporteurs.

Je suis toujours en lien avec les ministres sur les dossiers importants mais je ne me substitue pas. Je dois bien reconnaître que le problème c’est que le Parlement wallon se réunit une semaine sur deux. Si on se réunissait toutes les semaines, je me serais exprimé plus tôt.

Et sur le blocage des routes, vous êtes intervenu à temps ?

J’étais constamment au téléphone avec les ministres et les gouverneurs concernés. Et puis j’avoue que j’ai eu un moment d’hésitation et j’ai reporté mon intervention car je ne voulais pas d’un problème comme celui des “bonnets rouges” (*Ndlr: mouvement de protestation contre une mesure fiscale survenu en 2013 en Bretagne*) en France. En tout j’ai mis trois jours, et on en fait toute une histoire.

Le patriotisme économique wallon que vous appelez de vos vœux, c’est réaliste ?

Je ne dis pas que l’on sait tout acheter wallon. Ce que j’essaye de créer avec ça c’est la diversité de notre tissu économique. Il y a toute une série de biens que l’on ne produit pas et donc on va les acheter ailleurs. Je viendrai à un moment donné avec une stratégie sur ce sujet. Il y a des filières à créer en Wallonie.

Selon les derniers sondages du “Soir” et de “La Libre”, le PS et le CDH n’ont plus la majorité, cela vous inquiète ?

Oui, il y a une forme de crise de la politique très profonde, partout en Europe. C’est déstabilisant pour la démocratie.

Le PTB est troisième en Wallonie dans les sondages, on ne peut plus faire comme si ça n’existait pas ?

Un sondage, c’est un fait social. En Flandre, l’extrême droite fait 13 %, en Wallonie l’extrême gauche fait 13 %. Je préfère la configuration wallonne. Une part de l’électorat cherche autre chose et il faut reconnaître que le porte-parole du PTB est parvenu à faire passer son parti pour quelque chose de nouveau. Ils citent Jaurès et Blum, soit des références socialistes. Les réformes qu’ils proposent sont socialistes. Ils expriment autrement les mêmes idées que nous.

Ils pourraient devenir fréquentables ?

C’est la grande question des prochaines années: la re-composition du paysage politique. Au Fédéral, même

s'ils ont six ou sept sièges, ils n'entreront pas dans une majorité. A l'échelle wallonne, c'est possible mais tout dépend de leur attitude. Ils essayent de faire croire qu'ils ne sont pas un parti et ils ont les mains toutes vierges de n'avoir jamais exercé le pouvoir. Quand j'ai négocié les gouvernements régionaux et communautaires, nous avons reçu le président du PTB, Peter Mertens. Il nous a dit qu'il ne fallait pas augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs car ça va les détourner du mouvement social.

Après il nous a dit qu'il fallait des grandes entreprises nationalisées. Il y a un décalage entre ce qu'ils sont et l'image que renvoie Raoul Hedebouw qui dit ce que les gens pensent.

C'est du populisme ?

Je ne dis pas ça. Selon moi c'est une tendance politique contemporaine. Jan Jambon fait la même chose. Il exprime ce que l'on pense que les gens pensent et ça le rend sympathique.

Je me refuse à cela avec radicalité. Pourtant ce serait plus facile. La politique devient cela et ça m'inquiète. Elle ne consiste pas à exprimer le ras-le-bol des gens. Où sont leurs solutions? Notre responsabilité c'est d'assumer que l'on n'est pas des citoyens comme les autres et que l'on doit prendre du recul. J'en veux aussi beaucoup au MR. Pourquoi? Parce qu'ils ont tellement menti. Ils ont dit

qu'ils n'iraient pas avec la N-VA, qu'ils ne toucheraient pas à l'âge de la pension, qu'ils ne toucheraient pas à l'index et à la TVA sur l'électricité et pourtant tout cela ils l'ont fait. En accumulant tellement de trahisons, comment voulez-vous que les gens croient encore à la politique ?

Aux prochaines communales, vous pourriez ouvrir votre majorité au PTB ?

Ils ont une peur panique d'exercer le pouvoir. Pour l'instant leur position est très facile. Je n'ai pas de problèmes idéologiques, je suis prêt à leur ouvrir une réflexion mais je crois qu'ils ne sont pas prêts. Ils savent que si demain ils devaient entrer dans une majorité, ils ne pourraient pas faire ce qu'ils annoncent.

S.Ta.

***“Faire de la
politique ne
consiste pas à
exprimer le ras-le-
bol des gens. C'est
pourtant la
tendance actuelle.”***